



République du Congo - Approbation du document programme du Programme d'Aménagement Durable du Territoire (PUDT)

Adopté le 27 juin 2022

CA.2022.08

Considérant :

- a) La décision [EB.2020.15](#) du 5 octobre 2020 relative à la sélection des agences d'exécution pour le développement du portefeuille de programmes, dont l'Agence française de développement (AFD) pour la préparation d'un document de programme d'appui à l'aménagement du territoire national ;
- b) Le cadre programmatique et les termes de référence du programme d'aménagement du territoire ;
- c) La décision [EB.2020.23](#) sur la « Note d'idée de présentation du projet » élaborée après la mission de lancement tenue avec les points focaux nationaux du 14 au 23 octobre 2020, le calendrier de soumission du document de projet prévue pour avril 2021 ;
- d) La première version du document du programme soumise le 25 juillet 2021 et les trois évaluations indépendantes subséquentes finalisées le 27 août 2021 ;
- e) La deuxième version du document de programme soumise le 20 décembre 2021 et les deux évaluations indépendantes subséquentes finalisées le 3 février 2022 ;
- f) La troisième version du document de programme et la matrice de réponse aux commentaires soumises le 3 mars 2022 ;
- g) La décision [EB.2022.05](#) sur le programme d'utilisation durable des terres adoptée le 2 mai 2022 demandant la révision du document du programme ;
- h) La dernière version du document du programme et de la matrice de réponse aux commentaires soumise le 19 mai 2022 et le calendrier de déploiement pour la première année de mise en œuvre du programme ;
- i) Le budget révisé du programme soumis le 26 juin 2022.

Le Conseil d'Administration de CAFI :

1. Remercie et félicite l'AFD pour son document de programme révisé ;
2. Approuve le document de programme pour un montant de 18,472,150 USD à utiliser sur une période de mise en œuvre de 5 ans, sous réserve que les éléments suivants soient incorporés dans le document de programme :
 - a) Modification de la section Suivi-Évaluation : Le manuel d'opération et le mandat du responsable du suivi-évaluation hébergé par l'unité de coordination du programme (UCP) devront également inclure le suivi-évaluation des performances du processus de prise de décision et de participation du processus d'aménagement du territoire (y compris les organes de concertation mis en œuvre par le programme) et le suivi et l'évaluation des risques et des dispositions d'atténuation des risques ;
 - b) Un cadre de gestion des risques mis à jour pour couvrir tous les risques liés à l'appropriation nationale du processus d'aménagement du territoire, aux opérations et à la sûreté et la sécurité ;
 - c) Un cadre de résultats actualisé avec des indicateurs mesurables, spécifiques et aussi quantitatifs que possible, qui distinguent ce qui est directement imputable aux interventions du programme et ce qui appartient au contexte plus large. Le cadre logique doit spécifier les indicateurs de progrès et de résultat avec des échéances différenciées pour le moment où ils seront collectés et proposer des objectifs réalistes et atteignables à moyen terme et à la fin. Les budgets indicatifs et le temps estimé associés à la collecte des données pour chaque indicateur doivent également être inclus ;
 - d) Le calendrier de déploiement mis à jour pour la première année de mise en œuvre du programme en tenant compte de la date d'adoption de la présente décision ;
3. Demande au secrétariat de CAFI de s'assurer que les modifications susmentionnées sont satisfaisantes avant de signer le document de programme ;
4. Demande que le montant total soit déboursé en deux tranches de 10,852,865 USD et 7,619,285 USD, respectivement. La deuxième tranche est conditionnelle et sera transférée après 24 mois de mise en œuvre du projet sous réserve du respect des conditions suivantes :
 - a) Les dépenses cumulées ont atteint 70 % du financement CAFI transféré ;
 - b) La soumission de tous les rapports financiers et narratifs obligatoires, conformément au manuel de fonctionnement du CAFI, et d'un rapport financier et narratif provisoire daté de la date à laquelle la demande de versement suivant est faite ;
 - c) La soumission des livrables suivants :
 - La matrice d'analyse des parties prenantes et la description du processus de prise de décision, de consultation et de participation à l'aménagement du territoire. Le rôle et le niveau de participation de chaque institution – gouvernementale et non gouvernementale – doivent être clairement identifiés et cartographiés avec l'ensemble des parties prenantes afin de permettre un processus décisionnel inclusif et efficace ;
 - Les accords de partage de données signés avec le Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et l'Entretien Routier (MATIER) et les institutions identifiées dans l'activité 1.17.5 du document de programme ;

- Un rapport sur le lien entre l'identification des zones à Haut Stocks de Carbone / Haute valeur de conservation (HSC/HVC) et le classement des forêts au domaine forestier permanent approuvé par les autorités. La stratégie pour atteindre les objectifs de la Lettre d'intention, c'est-à-dire les engagements de non-conversion des forêts HSC/HVC et de conversion limitée des forêts non HCS/HCV, doit être clarifiée avec l'ensemble des parties prenantes ;
- Un rapport, approuvé par les autorités, sur le statut spécial des tourbières indiquant la stratégie à soutenir pour protéger les tourbières du drainage et de l'assèchement ;
- Un rapport à mi-parcours analysant les leçons apprises et les recommandations pour la deuxième phase ;

d) Une évaluation indépendante examinée par le CA CAFI et partagée avec les organes de coordination du partenariat, comprenant (i) l'examen des livrables indiqués ci-dessus et (ii) l'évaluation des résultats attendus du programme identifiés dans le PRODOC ;

La décision du décaissement de la deuxième tranche (en totalité ou annuellement) sera prise par le Conseil d'Administration de CAFI à la suite de l'évaluation indépendante ;

5. Demande à l'AFD d'informer le Secrétariat de CAFI au moins 6 mois avant la date de décaissement de la tranche demandée et demande au Secrétariat de CAFI de se charger du recrutement et de l'organisation de l'évaluation indépendante ;
6. Demande au Secrétariat de CAFI et au Secrétariat Permanent du partenariat d'organiser tous les 3 mois (et à la demande de l'une des parties prenantes suivantes) une réunion avec le Secrétaire Permanent, l'AFD, le responsable du suivi-évaluation hébergé par l'Unité de coordination du programme et les coordinateurs des unités de gestion du programme nommés par le gouvernement pour discuter des progrès réalisés conformément au calendrier de déploiement de la première année et des futurs plans de travail et budgets annuels. L'objectif de cette réunion sera d'évaluer les risques de retards liés aux opérations (signature du PRODOC, transfert de fonds, recrutements, etc.) et, le cas échéant, d'identifier des solutions pour soutenir le déblocage des obstacles à différents niveaux ;
7. Souligne que le non-respect du calendrier de déploiement peut entraîner l'arrêt du programme ;
8. Rappelle qu'il est important d'assurer des synergies avec les programmes existants et futurs et de s'appuyer sur les enseignements tirés d'autres programmes, y compris les programmes soutenant l'aménagement du territoire à échelle locale ;
9. Rappelle que l'agence d'exécution devra rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et des jalons de la Lettre d'Intention ainsi que des indicateurs du plan d'investissement national REDD+ et du cadre de résultats de CAFI, conformément aux lignes directrices et aux modèles de CAFI. En outre, les rapports narratifs comprendront :
 - Description de la manière dont les activités prennent en compte et respectent les sauvegardes sociales et environnementales de CAFI ;
 - Suivi et évaluation des risques identifiés et des dispositions prises pour les atténuer ;

Les recommandations associées aux évaluations des progrès et des obstacles seront discutées lors de la réunion du comité de pilotage du programme et traitées dans le prochain plan de travail budgétisé annuel du programme ;

10. Rappelle que, tout en respectant ses règles et règlements, l'agent d'exécution s'engage à appliquer une tolérance zéro à l'égard de la fraude, de la corruption, de l'exploitation et des abus sexuels, à protéger les dénonciateurs, à informer le public, à promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion sociale et à utiliser des mécanismes de plainte appropriés. En outre, l'agence d'exécution s'engage à gérer soigneusement tous les autres risques contextuels et programmatiques identifiés par le Conseil d'administration. L'agence de mise en œuvre doit agir de manière proactive en signalant ces risques au Bureau du Fonds fiduciaire multipartenaire de CAFI, conformément aux termes de référence du Fonds fiduciaire de CAFI ;
11. Rappelle que, conformément à la décision [EB.2022.05](#), le montant global alloué par le fonds CAFI au programme de d'utilisation durable des terres (PUDT) et au programme d'investissement du PUDT (PI-PUDT) ne doit pas dépasser 35 M USD conformément à la décision [EB.2020.15](#) du 5 octobre 2020 et que le montant total des coûts de gestion des programmes cumulés ne doit pas dépasser le seuil de 18 % du montant total des résultats des deux programmes. Si les coûts de gestion cumulés dépassent ce seuil, l'organisme de mise en œuvre doit fournir une note justifiant l'efficacité de la stratégie et les coûts associés pour chaque poste de dépense ;
12. Rappelle que les synergies entre les deux programmes, y compris les stratégies visant à rendre le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) cohérent avec les schémas et plans départementaux (SDAT/PDAT) et les activités entreprises au niveau local dans le PI-PUDT, seront clarifiées dans le document de programme du PI-PUDT ;
13. Désigne le secrétariat de CAFI pour le représenter au comité de pilotage ;
14. Charge le secrétariat de CAFI de signer le document du programme en son nom.